

Casserolade
contre la

REFORME DES
RETRAITES

30 mai 18h30 Rue du port
à Bâteaux

avec
DJ SET place de
l'hôtel
de ville
Compiègne

une manifestation...



...antifasciste

Face à une opposition généralisée et historique, le président de la République et le gouvernement s'entêtent à imposer une réforme des retraites **injuste** et poursuivent l'application d'une feuille de route libérale destructrice du monde du travail et de la planète. Si le syndicalisme en ressort plus fort, le danger grandissant de l'**extrême droite** est plus que jamais d'actualité. Face à la menace d'une accession du **fascisme** en France et l'influence grandissante des idées d'extrême droite, nos organisations rappellent leur engagement **antifasciste**.

Zemmour, par exemple, a été autorisé à s'exprimer dans une salle municipale compiégeoise malgré sa condamnation pour des délits de discrimination raciale, de haine religieuse et d'injures racistes, ainsi que les accusations d'agressions sexuelles portées contre lui par huit femmes.

Violence symbolique ou physique contre des élu-es, des militant-es de gauche, condamnation pour des projets d'attentats... l'extrême droite et ses différents groupuscules se radicalisent : un groupe identitaire a réclamé l'expulsion de migrant-es installé-es dans une école désaffectée, le « comité du 9 mai » défilait avec des symboles néo-nazis et des slogans nationalistes-révolutionnaires, le maire de Saint-Brévin a démissionné sous les menaces de l'extrême droite allant jusqu'à l'incendie de son domicile, tout cela avec l'indifférence complice du gouvernement. La survie du groupe FR DETER sur Telegram, malgré une première suppression, témoigne de la faiblesse des mesures prises par les entreprises contre l'extrême-droite.

Le projet de loi « asile et immigration » porté par le ministre de l'Intérieur participe aussi au développement de ces idées, tout comme l'opération *Wuambuschu* à Mayotte qui lie clairement immigration et insécurité.

...contre l'instrumentalisation des Jeux olympiques de 2024

Le gouvernement s'en sert de prétexte pour légitimer des actions toujours **antisociales** et **antidémocratiques**.

NON à l'expulsion des étudiant-e-s de leur logement du CROUS sous prétexte des Jeux olympiques de 2024. Un événement « exceptionnel » ne justifie en aucun cas de reloger des élèves déjà **précaires**. Normalement, les étudiant-e-s dans le besoin peuvent conserver leur logement tout l'été, mais ce droit a été révoqué pour ceux résidant en région parisienne. Cette décision montre une fois de plus que la jeunesse n'est pas une priorité pour Macron.

NON à la surveillance **disproportionnée** et **liberticide**. Le projet de loi n°809 relatif aux JO autorise l'expérimentation de traitements algorithmiques sur les images captées par des caméras ou des drones pour des raisons de sécurité. Nous nous opposons à ces dérives et à cette atteinte à nos droits et ces mesures qui menacent le respect de la vie privée et les **libertés publiques**.

contre la réforme des retraites



La proposition de loi du groupe LIOT visant à abroger l'article 7 du projet de loi sur la réforme des retraites, qui prévoit le passage de l'âge légal de départ de 62 à 64 ans, est d'une importance **capitale**. Parce qu'il permettrait de réaffirmer le pouvoir parlementaire et la volonté de la majorité de la population face à la minorité présidentielle qui aura mis en œuvre toutes les plus basses stratégies **anti-démocratiques** permises par la 5e république, pour finalement se faire rattraper par la force d'un mouvement social inédit. L'affolement de la majorité, dénonçant une « malhonnête intellectuelle » et une « manipulation politique », doit nous réjouir. C'est que, cette fois-ci, le gouvernement a toutes les chances d'être battu à plates coutures. Nous en appelons alors à l'expression la plus élémentaire des fonctions des élus de la République le 8 juin prochain, représenter l'opinion majoritaire, c'est-à-dire voter le projet de loi du groupe Liot.